

|  |  |
| --- | --- |
| **Nº 13/2019** | **Le 21 mars 2019** |

**Nous devons réinventer l’Europe avec enthousiasme et des projets proches des citoyens, déclarent   
les présidents Patrick Bernasconi et Luca Jahier**

**L’avenir de l’Europe figurait en bonne place à l’ordre du jour de la session plénière du CESE du mois de mars, lors de laquelle a eu lieu un débat avec M. Patrick Bernasconi, président du Conseil économique, social et environnemental français. M. Luca Jahier, président du Comité économique et social européen (CESE), a réaffirmé le rôle essentiel que la société civile doit jouer dans le projet européen.**

«Nous devons unir nos forces pour l’avenir de l’Europe et nous devons mobiliser la société civile à tous les niveaux en vue des élections européennes. Ces élections nécessitent plus que jamais notre vigilance et notre engagement.» Mettant l’accent sur la coopération entre toutes les institutions, **M. Jahier** a rappelé l’indéfectible soutien de la société civile européenne au projet européen, à ses valeurs et à ses résultats.

Il a souligné la nécessité d'une stratégie globale au niveau européen, qui couvre le programme de développement durable à l’horizon 2030 et mette l’accent sur la révolution numérique et la jeunesse. «Le programme de développement durable doit mettre en œuvre une stratégie équilibrée, capable d’intégrer les défis de la compétitivité, de la protection de l’environnement et de l’inclusion sociale. En outre, nous devons préparer une véritable transformation numérique qui permettra aux entreprises européennes de rester des moteurs de l’innovation et de la créativité. Enfin, les jeunes doivent être associés au débat européen et à son processus décisionnel», a-t-il précisé.

En ce qui concerne la fonction des comités économiques et sociaux, **M. Jahier** a insisté sur la nécessité d’innover et d’aller de l’avant, car les citoyens veulent pouvoir participer davantage et apporter leur contribution: «Nous sommes les maisons de la société civile, de l’Europe au travail, et nous devons veiller à rester pertinents pour éviter que les comités ne se transforment en musées ou en cimetières», a-t-il déclaré.

Se référant à la consultation de la société civile organisée française menée au Palais d’Iéna le 18 mai 2017, il a indiqué que les résultats avaient été très convaincants et que cette importante contribution avait été incluse dans la résolution du CESE sur le Livre blanc de la Commission sur l’avenir de l’Europe: «Le débat sur l’avenir de l’Europe prendra fin lors du sommet informel qui se tiendra à Sibiu le 9 mai, au cours duquel les chefs d’État et de gouvernement devront apporter une réponse politique», a-t-il conclu.

**M. Bernasconi** a déclaré partager le même point de vue, faisant écho aux paroles du président du CESE, et rappelant que les comités doivent servir d’intermédiaire entre la société et le pouvoir politique: «Nous sommes des facteurs d’équilibre et de sagesse, nous sommes des acteurs de terrain et nous rendons le consensus possible grâce au dialogue. Nous agissons en tant que plateformes et nous organisons des consultations, mais nous devons moderniser ces instruments de dialogue.»

Soulignant sa vision du rôle de la société civile à la veille des élections européennes, il a déclaré essentiel de regagner le terrain perdu et de rester solidaires: «Nous avons besoin de la société civile, nous devons travailler tous ensemble pour parvenir à un consensus et à un accord et nous appuyer sur les meilleures pratiques. Les lacunes doivent être corrigées et la communication doit être améliorée. Nous devons être plus proches des citoyens. Mais surtout n’oublions pas les atouts majeurs dont nous jouissons en tant qu’Europe unie.»

S’agissant de la prochaine réforme constitutionnelle en France, **M. Bernasconi** a souligné que le Conseil économique, social et environnemental français s’efforcera de trouver un meilleur équilibre entre la démocratie représentative et la démocratie participative afin de devenir ainsi la troisième assemblée de la République, «la chambre du futur».

«Nous conseillerons de veiller à associer davantage la société civile aux activités du Parlement français, à nouer des liens et à promouvoir une meilleure compréhension. Nous serons en première ligne dans la conception d’une structure et d’une approche modernes pour les consultations publiques», a-t-il déclaré. «Les citoyens demandent à participer, il est important d’écouter leur point de vue. Une rEUnaissance peut vraiment se produire, mais nous devons partager cette ambition.»

**Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:**

# Service de presse du CESE – Marco Pezzani +32 2 546 97 93 · Mobile +32 470 881 903

[marco.pezzani@eesc.europa.eu](mailto:marco.pezzani@eesc.europa.eu)

# **@EESC\_PRESS**

[VIDÉO: «L’Europe au travail»](https://www.eesc.europa.eu/fr/node/62281)

*Le Comité économique et social européen est un organe institutionnel consultatif, établi en 1957 par le traité de Rome. Il compte 350 membres venus de l’Europe entière, qui sont nommés par le Conseil. Il assure la représentation des différentes composantes à caractère économique et social de la société civile organisée. Grâce à sa mission de consultation, ses membres, et donc les organisations qu’ils représentent, peuvent participer au processus décisionnel de l’Union européenne.*

Si vous ne souhaitez plus recevoir de messages de notre part, merci de nous envoyer un courriel à l’adresse [press@eesc.europa.eu](mailto:press@eesc.europa.eu)